

Extrait du site UGTG.org

url : <http://ugtg.org/spip.php?article702>

Interview du porte-parole de Lyannaj kont pwofitasyon

- Dossier spécial LKP - Interviews -

Date de parution : 29 novembre 1999

Date de mise en ligne : lundi 26 janvier 2009

Mis   jour le : samedi 21 mars 2009

UGTG.org

Depuis une semaine, l'association "Debout contre les profiteurs" bloque l'île. L'EXPRESS.fr a interrogé Elie Domota, secrétaire général du syndicat des travailleurs et porte-parole du mouvement. Celui-ci n'entend pas suspendre une grève qui vise à obtenir une hausse des salaires et une baisse du coût de la vie.

Depuis le 20 janvier, la Guadeloupe est sujette à un vaste mouvement de grève qui bloque en grande partie la vie de l'archipel. Pompes à essence, supermarchés, transports publics : l'ensemble des infrastructures est aujourd'hui à l'arrêt. Les négociations entre les pouvoirs publics et le mouvement Debout kont pwofitasyon, littéralement "Debout contre les profiteurs", ont commencé samedi et se poursuivent cet après-midi.

L'Express a interrogé le secrétaire général de l'UGTG, le syndicat des travailleurs, et porte-parole du mouvement, Elie Domota.

Quelles sont les demandes du mouvement Debout kont pwofitasyon ?

Les négociations ont commencé et continuent. Nous avons rédigé [une plate-forme de revendications](#). Il y a trois paliers, dont le premier est pour nous vital : le pouvoir d'achat des Guadeloupéens doit s'améliorer. Pour cela, les prix des matières premières, de l'eau, de l'essence et des transports doivent baisser. Pour l'heure, nous n'avons rien obtenu.

Vous demandez une hausse de 200 euros net du salaire minimum. Est-ce réaliste ?

C'est une proposition. Il ne tient qu'aux patrons de négocier une hausse acceptable. Ils doivent faire des propositions s'ils souhaitent arrêter la grève.

Selon certains observateurs, le mouvement, initialement engagé contre la baisse du pouvoir d'achat, serait aujourd'hui récupéré par les nationalistes...

Nous parlons d'évolution statutaire depuis 2003. Cependant, notre mouvement ne va pas dans cette direction. Ceux qui veulent changer de statut peuvent manifester eux aussi, mais ils se trompent de combat. L'UGTG souhaite simplement que les Guadeloupéens vivent mieux, pas qu'ils changent radicalement de vie.

En bloquant toute la Guadeloupe, n'avez-vous pas peur de mettre à mal l'archipel et son industrie ?

Non. Le syndicat des pompistes se joint à notre mouvement parce qu'il y a un problème, pas pour bloquer l'île. Avec la Guyane, nous sommes l'une des deux zones où l'essence est la plus chère de France. Pourquoi ? Nous voulons des réponses claires et transparentes à ce sujet. Un autre exemple : le beurre coûte 80% plus cher qu'en métropole, alors que le montant des taxes et du transport ne représente que de 10% à 15%. Les distributeurs font la loi et nous voulons que cela change !

Si les négociations stagnent, continuerez-vous le mouvement ?

Oui. Sans résultat, nous continuerons. Nous sommes même prêts à l'intensifier, si les assemblées populaires le souhaitent.

Par Jean-Pierre Voillot,
publié le 26/01/2009